

Le politique dans l'espace parisien. La gauche et ses soutiens à l'élection régionale de 1986.

Jacques LÉVY
CNRS-Paris 10.

À Paris comme ailleurs en France, l'élection régionale de mars 1986 a été fortement marquée par les conditions très particulières dans lesquelles elle a été organisée. Ce premier rendez-vous de la région avec le suffrage universel a été dans une large mesure manqué. La concomitance avec une législative dont les enjeux majeurs avaient été clairement explicités a retourné l'événement: au lieu d'entrer en fanfare comme fête civique d'un nouveau genre, l'élection régionale s'est trouvée affaiblie, asservie et dans l'ensemble éclipsée. La quasi-absence de campagne électorale spécifique et le mutisme des professions de foi sur les *significations nouvelles* que représente la désignation par les Parisiens d'élus, chargés à la fois de défendre leurs intérêts face aux autres départements et de conduire une politique pour l'Ile-de-France, en témoigne. Des différences se sont manifestées à Paris dans le comportement à l'une et l'autre des consultations, mais qui confirment ce jugement d'ensemble: une participation très légèrement inférieure à celle de la législative, une offre électorale plus réduite — les formations les plus marginales s'abstenant de concourir à la régionale — et quelques variations dans le résultat des principaux courants qu'on peut pour l'essentiel expliquer par deux types de logique.

Une image des forces politiques à Paris.

La première logique concerne la dimension *personnelle* de la différence d'offre électorale. La popularité des différents candidats d'un même parti étant variable, leur présence sur l'une ou l'autre des listes pouvait avoir un effet positif ou négatif. C'est vrai pour l'ensemble du département lorsque le «poids» des deux listes diffère: ainsi en était-il, modérément d'ailleurs, des listes Toubon et Devaquet, pour le RPR. En outre, dans un contexte de substitution de la proportionnelle au scrutin majoritaire, le niveau inférieur, celui

des circonscriptions (législatives jusqu'à 1981) ou des arrondissements (municipales de 1983), se manifeste par des choix différentiels en faveur de la personnalité locale, pas nécessairement présente en bonne place sur les deux listes. Ainsi peut-on expliquer la plupart des fluctuations régionale/législative dans les résultats des deux grandes formations de l'opposition d'alors, RPR et UDF, qui disposaient d'un plus grand potentiel de notoriété: les notabilités parisiennes ont dans l'ensemble apporté un bonus à la liste sur laquelle elles figuraient. Prévus par les responsables des formations lors de la composition des listes, ces phénomènes tendent à s'équilibrer et à s'annuler mutuellement à l'échelle de la commune-département.

La deuxième logique renvoie aux *effets de couplage* qu'a entraînés la simultanéité des deux élections. Le scrutin régional a eu la force de ses faiblesses: le «vote utile» ayant somme toute, et non sans justification technique, survécu au changement du mode de scrutin, l'élection législative s'est traduite, particulièrement à Paris, par une polarisation au profit des partis les plus crédibles, politiquement et électoralement. A l'abri de ces choix perçus comme des contraintes, le vote à l'élection régionale a donc pu revêtir pour l'électeur le sens d'un engagement plus positif, s'attribuant jusqu'à un certain point les caractéristiques classiques d'un premier tour de scrutin majoritaire. Les socialistes d'un côté, les communistes et les écologistes de l'autre ont le plus été sensibles à cette double attitude de l'électorat. On pouvait choisir les premiers face à la droite, mais marquer par son deuxième vote une sympathie pour un courant jugé trop faible ou inapte à accéder aux fonctions gouvernementales.

Ces différents aspects (traités en profondeur par la contribution de Jean-François De-neux) et notamment le dernier, permettent de conclure que l'élection régionale de 1986 offre une image intéressante — à certains égards plus pertinente que celle fournie par l'élection législative — des rapports de force entre courants politiques à Paris. C'est à ce titre que je souhaiterais proposer quelques remarques sur la dimension spatiale de cette image et avancer quelques pistes explicatives. Afin de cerner de plus près la réalité sociologique et politique de la capitale, j'ai procédé à une analyse au niveau des quatre-vingts *quartiers* (quatre dans chaque arrondissement), qui sont les plus petites unités territoriales sur lesquelles on puisse disposer facilement à la fois de résultats électoraux et de données des recensements. Ces unités demeurent sans doute trop vastes pour constituer des aires homogènes. Quiconque connaît un peu Paris sait que la plupart de ces quartiers représentent encore, malgré leur petite taille, un concentré, diffracté mais réel, de la diversité urbaine. Ce découpage a toutefois le double avantage de casser l'agrégat plus composite encore de l'arrondissement et de tester sa signification effective dans le champ politique. Il peut donc faire surgir des configurations inattendues et relancer la démarche de classement et d'explication.

Un espace électoral en mouvement.

L'analyse cartographique des rapports de force donne en première approximation des résultats classiques. Les partis de gauche réussissent le mieux dans l'Est, ceux de droite dans l'Ouest; entre ces deux blocs bien marqués, serpente une zone-tampon à la coloration et aux contours incertains. On se trouve là apparemment dans le cas d'une «permanence» séculaire, que des générations de politologues et de géographes ont pu célébrer. Une première nouveauté, présente depuis 1984, est constitué par l'irruption du Front National, dont les suffrages sont assez bien répartis sur le territoire parisien, avec toutefois

une prédominance du Nord (8, 9 et 17èmes) et surtout du Nord-Est (10, 18, 19 et 20èmes). Une autre innovation, qui accentue celle de 1981, est le déséquilibre massif au sein de la gauche: si la carte du PCF [C1] continue de ressembler, avec, on le verra, des différences, à celle de la gauche tout entière [C2], ce n'est que par le jeu des écarts-types. On a en effet utilisé, la technique des classes normées [$\bar{x} \pm \sigma, \bar{x} \pm 2\sigma$] comme principe de fixation des seuils afin de valoriser la comparabilité des distributions. En culminant à 10,35% dans son meilleur quartier (Pont de Flandre, 19ème), ce parti démontre qu'il n'a plus de *bastion*, même limité, dans la capitale. La situation analysée il y a près de dix ans par J. Ranger, E. Dupoirier et F. Platone (1977) semble bien s'être durablement transformée. En revanche le résultat du PS s'identifie à ce point à celui de l'ensemble de la gauche que les deux cartes seraient, en chiffres absolus cette fois, fortement semblables.

La question qu'on peut alors se poser est de savoir comment s'organise l'espace électoral de la gauche désormais structuré par le Parti Socialiste. Si l'on considère l'allure d'ensemble de la carte, on notera d'abord une *partition molle*: le gradient Est/Ouest est respecté, mais n'est supporté que par des écarts limités: une partie de l'Ouest traditionnel se situe autour de la moyenne*. Cette résistance prend son sens si l'on la confronte à l'absence de triomphe dans les zones de force: le rapport gauche/droite n'est supérieur à 100, et de peu, que dans deux quartiers (Pont de Flandre, 19ème, et Belleville, 20ème). Cette situation est nouvelle par rapport la tradition des élections locales (cf. J. Lévy, 1984) ou nationales de la Cinquième République, où la gauche, dominée par les Communistes, était majoritaire dans ses bastions (11, 13, 19 et 20èmes) tandis que la droite l'emportait largement ailleurs. Pendant cette période, les aires incertaines (les arrondissements de 1 à 4, le 10ème, le 12ème, le 14ème, le 15ème et l'Est du 17ème) ont peu à peu glissé vers la droite. À contre-courant de cette évolution, c'est en 1981 que, pour la première fois depuis longtemps, des députés de gauche sont élus dans les deuxième et troisième ainsi que dans le quatorzième arrondissement. Or la situation de 1986 offre une sorte de synthèse de ces deux mouvements contradictoires: la gauche continue de s'affaiblir dans ses points forts et n'est majoritaire dans aucun arrondissement complet; elle fait bonne figure dans la «zone de contact» entre l'Est et l'Ouest. De fait les coefficients de variation (σ/\bar{x}) sont faibles: $V=37,73$ pour le rapport gauche/droite, mais essentiellement à cause des fluctuations du PCF ($V=49,11$) et des Ecologistes: celui du PS n'est que de 23,22.

Encore convient-il de redéfinir cette «zone-tampon». Celle-ci a longtemps recoupé les pointes avancées (Epinettes, 17ème, Bercy, 12ème) ou les môles plus ou moins isolés (l'ensemble Sentier-Arts-et-Métiers-Strasbourg-St Denis, le quartier Plaisance, 14ème) du «Paris ouvrier» [C3]. Aujourd'hui ces secteurs n'ont pas disparu des zones de forces secondaires de la gauche, mais ils se détachent moins, parce que rejoints par d'autres, parfois voisins: le Marais (Ste Avoye, Enfants-Rouges, 3ème, St Merri, St Gervais, Arsenal, 4ème) et le Quartier Latin (au sens large: Jardin des Plantes, St. Victor, Val-de-Grâce, 5ème, Monnaie, 6ème). C'est encore plus manifeste si l'on considère le PS seul, qui réalise des scores plus brillants à Ste. Avoye (38,53% des exprimés) ou à St. Gervais (39,46%, meilleur résultat parisien) qu'à La Villette (19ème, 37,16%) ou à Belleville (20ème, 38,09%); de même, il fait mieux à la Monnaie (33,37%) et au Val-de-Grâce (33,43%) qu'aux Epinettes (31,10%) ou à La Chapelle (32,71%).

Au total, à l'échelle parisienne, on pourrait, davantage que d'une partition franche entre zones séparés par un «front», évoquer une *gradation continue*, rendue plus complexe à l'échelle inférieure par une série de *polarités secondaires*. Contrairement au modèle de la place-forte, qui organise un territoire qu'on peut d'autant mieux définir par ses limites qu'il est fermé vers l'extérieur, on se trouve plutôt en présence d'un système où cha-

que unité de base gagne à être observée en fonction de la totalité de son voisinage. En témoigne la très forte ressemblance par contiguïté des quartiers: avec le découpage de classes adopté, dans la quasi-totalité des cas, tous les «voisins» d'un quartier (entre deux et douze à Paris) sont soit de la même «couleur» que celui-ci, soit de la couleur la plus proche. Cela paraît contradictoire avec la notion de *bastion sociologique*, dans lequel la concentration initiale d'un groupe social permet le développement de formes d'organisation politique encore plus distinctes des aires voisines: la carte des ouvriers à Paris, qui n'est qu'un reflet imprécis de celle du «Paris ouvrier» [C3], montre déjà des discontinuités plus marquées. On ne retrouve pas non plus la possibilité de *fiefs politiques*, qui devraient se traduire par des découpages nets selon les espaces de représentation (circonscriptions diverses) ou de gestion (arrondissements); or, bien que l'agrégation des résultats respecte, et pour cause, les délimitations administratives, on ne constate pas ce type de situation où une «localité» homogène s'opposerait clairement à son voisinage. Vrai ici ou là, à l'intérieur de certaines familles politiques, la notabilité et la popularité différentielles des partis et des chefs semble s'évanouir lorsqu'on procède à des regroupements idéologiques. Dès lors, on observe en quelque sorte une *hégémonie glissante*, comme si chaque lieu appartenait concurremment à plusieurs sociétés locales, puissamment réunies à leur tour dans un cadre commun structurant, celui de la commune-département. À partir de ces constatations, on doit donc admettre que, à la suite d'une longue évolution récemment accélérée, s'est mise en place cette configuration spatiale originale. Pour tenter de la démonter, on est conduit à présenter quelques hypothèses.

Du facteur à l'indicateur: groupes sociaux et comportement politique.

Une manière d'avancer peut consister à comparer les cartes du vote à d'autres cartes. Cela revient à afficher une hypothèse d'*identité* (J. Levy, 1986). Cette relation spatiale élémentaire intervient lorsque deux processus différents interagissent dans le même lieu, grâce au fait que la distance qui les sépare est nulle. Parler de «société locale», ou, à une tout autre échelle, de société-nation, signifie qu'on présume une co-organisation préférentielle de phénomènes se produisant en un même lieu. Dans le cas présent, on peut penser que donner une profondeur sociales accrue aux phénomènes politiques à expliquer aidera à comprendre comment ils se combinent entre eux selon d'autres relations spatiales, telles que l'influence réciproque et l'interaction, et à rendre compte ainsi des réalités observées précédemment. Les données du recensement de 1982 peuvent sembler banales et sans surprise. Le recours aux catégories socio-professionnelles comme *facteur* du vote est classique; son efficacité est confirmée à chaque élection au plan national. S'il s'agit d'enquêtes menées auprès d'individus, complétées par d'autres critères tel le patrimoine (J. Capdevielle et al., 1981) et par la pratique religieuse (G. Michelat et M. Simon, 1977; 1985), on dispose de profils-types manifestant des propensions spécifiques à tel ou tel comportement politique (cf. C. Ysmal, 1986). Dans tous ces cas, on a cherché à analyser l'acte électoral comme une somme de facteurs, supposés pour le besoin de la recherche indépendants les uns des autres. Malgré la qualité de ces études on doit admettre qu'elles sont peu efficaces dès lors qu'elles sont appliquées à des situations géographiques précises (H. Le Bras, 1986). En outre, cette approche reste statique dans son principe: on ne peut à travers elle que constater les évolutions, non prévoir les dynamiques.

La démarche suivie ici est différente. Les variables socio-économiques du recensement sont considérées comme des *indicateurs* d'une réalité posée comme complexe mais unique: l'identité sociale du *lieu* considéré. On ne prétend pas associer terme à terme groupes sociaux et votes, mais prendre la composition sociale comme un moyen d'appréhender une configuration locale de la société, elle-même productrice de comportements politiques. En ce sens, cette méthode échappe au reproche d'«illusion écologique», souvent justement opposé à ceux qui veulent faire correspondre, sans contrôle, deux partitions, sociologique et électorale, d'un même population.

Un premier point consiste à chercher à savoir à quoi s'en tenir à propos du «Paris ouvrier» évoqué plus haut. La carte de la PCS 6 de l'Insee exprime une situation qu'on pourrait traduire par une métaphore textile: une couverture fatiguée dont l'usure est générale; la «haute laine» de naguère a particulièrement souffert et le mitage s'étend, en ouvrant toutefois peu de véritables trous, même dans les parties les plus minces. Avec un niveau général désormais faible (\bar{x} : 16,69% de la population active), des concentrations à la fois émoussées et confinées, mais un étiage relativement élevé dans presque tous les quartiers, les ouvriers parisiens présentent une force sociale amoindrie mais réelle. En fait, il est tentant de diviser ce groupe en deux, en distinguant les Français des étrangers. Non tant parce que ces derniers ne votent pas —car de toutes façons, en termes de population électorale les ouvriers en eux-mêmes pèsent assez peu— mais parce qu'on peut penser que ces deux sous-groupes ont des modes d'existence largement différents: là où une grande partie (mais pas la totalité) des ouvriers français assume sa non-reproduction et son ascension-intégration comme une valeur réaliste, les étrangers sont maintenus dans une exclusion de tous les instants qui les pousse à s'organiser en l'acceptant pour horizon principal. Cette dichotomie se révèle spatialement intéressante: si la part des immigrés parmi les ouvriers est partout importante (44,36%), elle varie fortement d'un arrondissement à l'autre, de 34,39% à 61,66%. Or les taux les plus élevés se situent dans les 8ème et 16ème arrondissements: si le Paris des taudis jouxte celui des HLM, il existe aussi le Paris des chambres de bonne et autres petits espaces intersticiels assez uniformément répartis sur le territoire parisien. La carte des ouvriers français ferait ressortir davantage les zones de force de l'Est, mais elle les relativise également: les 12ème, 14ème et 15ème arrondissements, avec un tiers environ d'étrangers parmi leurs ouvriers, se rapprochent des 11ème, 18ème, 19ème et 20ème. Cette nouvelle carte a aussi l'intérêt de ressembler à celle de la gauche, en particulier de sa composante communiste: un coefficient de corrélation $r=0,95$ et des coefficients de variation voisins (44,02 et 49,11) suggèrent que la classe ouvrière française continue de structurer le vote communiste et même en partie l'influence de la gauche: les quatre quartiers les plus ouvriers (Goutte d'Or, Chapelle, 18ème, Pont de Flandre, 19ème, Belleville, 20ème; plus de 30% de la population active, plus de 17% pour les ouvriers français**) sont à la fois des points forts du PCF (entre 7,92% et 10,35%) et du PS (entre 32,71% et 38,09%). Il y a donc bien une zone de «tempérament ouvrier» —en enlevant à ce vocable son caractère psychologique— où, sans qu'on puisse expliquer l'un par l'autre, une forte résistance de la résidence ouvrière correspond à une bonne influence de la gauche.

Cela étant, on a constaté plus haut que la gauche faisait également bonne figure dans des aires plus centrales. Comme il s'agit de secteurs où les catégories considérées comme les plus favorisées de la population sont particulièrement représentées, il était intéressant de comparer les cartes de répartition de ces catégories avec celle des votes. Suivant les classements de Pierre Bourdieu (1979), j'ai éclaté la PCS 3 de l'Insee («professions intellectuelles supérieures») et cartographié d'un côté les détenteurs de «capital économique»

(patrons d'entreprises de plus de 10 salariés, professions libérales, cadre d'entreprise, PCS 23, 31 et 36, [C4]), de l'autre les possesseurs de «capital culturel» (cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques, PCS 32, [C5]). Ces deux cartes valent d'être comparées tant elles sont à la fois proches et différentes. Dans l'ensemble les deux groupes sont davantage installés à l'Ouest qu'à l'Est. Tandis que les ouvriers héritaient des zones industrielles et des emprises ferroviaires, eux se partagent les parcs, les bords de Seine, les lieux de prestige, et il faut les Buttes-Chaumont ou le Bois de Vincennes pour les attirer vers l'Est. Ils se rejoignent comme «privilegiés» dans la mesure où ils profitent des valeurs les plus généralement partagées de la qualité de la vie urbaine. Néanmoins les différences sont nettes lorsqu'on considère les pôles de ces deux espaces: pour les «économiques», le centre, c'est vraiment l'Ouest, Dauphine et Muette, puis le reste du 16ème, le 8ème, le Sud du 17ème et le 7ème; pour les «culturels», le centre, c'est la Rive Gauche: de St. Germain-des-Près au Parc de Montsouris en passant par le Quartier Latin et le Jardin des Plantes. Tout en ayant une aire de concurrence importante, ces deux groupes organisent des espaces qui s'opposent chacun à sa manière au Paris des ouvriers.

Y a-t-il une relation entre la localisation de ces catégories et le vote de 1986? Pour ce qui est des PCS 23+31+36, leur carte est dans l'ensemble l'inverse de celle de la gauche et singulièrement de celle du PCF. Pour la PCS 32, la situation est moins claire, en particulier dans la zone centrale, où les points forts de la gauche sont aussi des lieux de prédilection des «culturels»: les quartiers du 5ème, en particulier celui du Val de Grâce, ceux du Marais, notamment Ste. Avoye (3ème) et St. Gervais (4ème), le quartier Croulebarbe au Nord-Ouest du 13ème, ou encore le Parc de Montsouris et Petit-Montrouge dans le 14ème. On comprend que la mise en évidence de ces ressemblances est rendue difficile par la concurrence spatiale signalée plus haut avec des catégories dont la localisation s'apparente à celle de la droite. Mais d'une part, il apparaît nettement que les quartiers cités ne sont que faiblement ouvriers: le 13ème possède une relative homogénéité électorale, bien que la part des ouvriers y varie sensiblement d'un quartier à l'autre. A Maison Blanche et surtout à Croulebarbe, les intellectuels viennent en quelque sorte combler le déficit d'ouvriers. D'autre part, l'hypothèse d'un vote à gauche des quartiers à forte proportion de «culturels» est confirmée par le calcul des corrélations: en relation avec le rapport gauche/droite, $r=0,71$ avec les seuls ouvriers; $r=0,83$ si l'on leur ajoute les effectifs de la catégorie 32.

Cette addition de deux catégories socio-professionnelles ne prétend pas définir un «potentiel» électoral, mais seulement contribuer à brosser une personnalité sociologique porteuse d'attitudes politiques. Si l'on remplace les ouvriers par les seuls ouvriers français, le coefficient baisse; cela signifie sans doute que, pour caractériser politiquement un quartier, *hic et nunc*, on a intérêt à faire peser davantage les électeurs ouvriers que les électeurs intellectuels. On pourrait chercher à construire des fonctions plus complexes, non linéaires, dans lesquelles des coefficients —dont il faut évidemment justifier la présence— pondèrent la place de tel ou tel groupe (cf. R. Johnston, 1985; D. Rumley, 1985).

En tout état de cause, la mise en relation de la PCS 32 et du vote de gauche suscite quelques remarques. Dans une première approche, on serait tenté de trouver au fond normale l'orientation à gauche des professeurs du Secondaire parisiens, puisque, sur le plan national, c'est déjà le cas. En réalité, la part des professeurs dans cette catégorie est limitée, et d'autant plus qu'on se trouve dans l'agglomération parisienne. Artistes, journalistes, mais aussi cadres des administrations centrales et hauts fonctionnaires, constituent des sous-groupes dont les préférences partisans ne sont pas si évidentes. Or, dans la ré-

gion parisienne, ils représentent des contingents particulièrement importants. C'est sans doute encore plus vrai, on va le voir, pour Paris-intramuros, ce qui pousse à définir de façon beaucoup plus précise le contenu de cette catégorie et partant la caractérisation socio-politique des quartiers qu'ils marquent de leur présence.

L'hypothèse du choix spatial permanent.

Pour progresser dans cette voie, partons d'une idée simple. La localisation de la résidence principale d'un individu comporte une dimension aléatoire, mais pour l'essentiel ressortit à des causalités identifiables. On est certes allé habiter là où des opportunités se présentaient pour dénouer un rapport souvent délicat au marché immobilier, mais ces opportunités elles-mêmes laissent peu de place au hasard. La demande solvable entre évidemment en ligne de compte, opérant, à désir égal, des discriminations sans équivoque. Le calcul de cette solvabilité dépasse toutefois le simple classement sur une échelle de revenus. La part des revenus consacrée au logement, l'option propriétaire/locataire ou le choix entre différentes solutions également pertinentes aux stratégies monétaires, tout cela relève d'arbitrages plus ou moins conscients, dans lesquels l'individu n'est évidemment pas le seul acteur mais dont il est *aussi* un acteur. Au delà d'une fragile opposition volontaire/involontaire, on peut poser que la détermination du lieu d'habitat engage toute l'*identité sociale* de l'individu.

En outre cette détermination ne joue pas seulement aux moments des changements de résidence, mais en permanence: une évolution de l'identité provoque des modifications dans les principes personnels d'arbitrage entre les lieux. Il est vrai que les difficultés de tout déménagement tendent à relever le seuil manifestation de ces modifications; la rigidité matérielle et contractuelle de l'habitat imposent une inertie partielle et peuvent retarder la mise en correspondance entre les deux termes. Il reste que, lorsque les changements professionnels, familiaux, psychologiques, ... sont structurels, ils se traduisent tôt ou tard dans une reconsidération du lieu de vie, qui entraînera —ou non— un déménagement. L'une des modifications possibles de l'identité provient de l'habitat lui-même: l'«enracinement» produit un capital social qui pousse son détenteur à le valoriser en restant sur place; si au contraire ce capital n'existe pas ou s'il est négatif (exclusion, déracinement), cela stimule la mobilité.

En suivant cette hypothèse, comment caractériser les choix résidentiels des habitants de Paris? Cette question impose une réponse à plusieurs échelles. Au niveau régional, on rencontre toutes les spécificités économiques, sociologiques et politiques de l'agglomération parisienne. Avec des variantes identitaires ou non-identitaires (les plus courantes en Ile-de-France), les habitants de la région portent en eux ces traits particuliers qui font qu'il ne s'agit pas exactement —ou parfois pas du tout— des mêmes ouvriers, des mêmes patrons, des mêmes intellectuels que ceux province. Seule une étude en profondeur de la personnalité parisienne dans l'espace français permettrait d'aller plus loin. A l'échelle locale des zones internes à l'agglomération, on peut affirmer sans risque d'erreur que le fait d'habiter à Paris-intramuros revêt des significations fortes: le choix du centre face aux dégradés suburbains ou périurbains, le choix du collectif et souvent du locatif face à la maison individuelle en propriété impliquent des arbitrages puissants qui renvoient à leur tour à des options stratégiques. Dans l'ensemble, habiter Paris consiste à échanger de l'argent contre de la centralité. Or cette centralité n'a pas une signification unique: pour chaque groupe, elle entre dans un système d'oppositions spécifique: Paris, plutôt

que Neuilly, Bougival, Versailles ou St. Nom-la-Bretèche; Paris, plutôt que Sceaux, Châtenay-Malabry, Bures-sur-Yvette ou Saint Rémy-lès-Chevreuse; Paris, plutôt que St. Denis, La Courneuve, Villetaneuse ou Creil. Etudiant la diversité des motivations pour venir ou rester à Paris (J. Lévy, 1984), j'en étais arrivé à quelques catégories qu'on peut désigner par des noms de guides récemment parus:

- *1/Paris pas cher*, ce sont les espaces intersticiels du Tiers-Monde, qui font que, par le biais des chambres de bonne ou des ghettos, la misère la plus noire se retrouve dans des aires où le prix du sol est le plus élevé de France.

- *2/Paris villages*, c'est la ville de ceux, ouvriers, artisans, petits commerçants, retraités modestes, qui gèrent l'usufruit d'un capital urbain hérité par les hasards de leur naissance et de leur vie, mais qu'ils seraient incapables d'acquérir aujourd'hui. Tels qu'ils sont, ils diffèrent de leurs homologues banlieusards, car leur «village» de Ménilmontant, de Charonne ou de la Butte-aux-Cailles appartient aussi à la ville-capitale-et, à budget et logement équivalent, cela change leur mode de vie.

- *3/Paris mon amour*, c'est la ville des gratifications symboliques: prestige des monuments, noblesse du bâti, distinction de l'environnement social. De l'île St. Louis à l'avenue Foch, c'est la ville de ceux qui, sous forme de résidence principale ou secondaire, font un placement sur une valeur-refuge peu sujette à dévaluation.

- *4/Paris mode d'emploi*, c'est la ville comme outil fonctionnel de l'appropriation culturelle du monde. Chaque lieu n'y compte que comme point de départ d'une exploration systémique à plusieurs échelles de tous les lieux pertinents du point de vue de la créativité.

Ces catégories sommaires ne s'identifient pas simplement à des groupes sociaux. D'une certaine façon, tous les Parisiens de l'«intérieur» appartiennent aux catégories 3/ et 4/, qui les distinguent des banlieusards, «Paris-prolo» (le grand ensemble) et «Paris-proprio» (le pavillon). Tous bénéficient d'une *accessibilité interne* aux services générés par la masse d'une ville de dix millions d'habitants et peuvent profiter de la densité du centre pour rencontrer de manière aléatoire un grand nombre d'opportunités d'échanges sociaux. Néanmoins, on peut espérer mieux cerner les ouvriers avec la catégorie 2/, la «bourgeoisie» traditionnelle avec la 3/, les créateurs avec la 4/. Ces regroupements correspondent en gros aux PCS cartographiées, avec une réserve plus importante pour la PCS 36 qui mêle des professions diverses, plus ou moins tournées vers l'encadrement, la production matérielle, la gestion, le marketing ou la recherche. Plus généralement, il existe une imbrication entre les valeurs des deux catégories privilégiées: des approches «conservatrice» et «innovatrice» de la culture partagent le plus souvent des traits communs. Inversement, les détenteurs de capital culturel n'en sont pas pour autant financièrement démunis: ils valorisent aussi leurs atouts sur le marché des valeurs d'échange. Dans ces couches de la société, la dualité est présente à des degrés divers en chaque individu. Cela explique que les espaces des uns et des autres se superposent largement, rendant difficile leur délimitation cartographique.

Ces deux conceptions de l'*identité urbaine centrale* définissent des modes d'appropriation. La consommation symbolique de Paris peut s'accommoder d'une certaine diversité de pratiques spatiales: de la fréquentation assidue des quartiers d'affaires ou des lieux de prestige de la culture instituée au repli vers un «village» légitime, Auteuil par exemple, le Petit-Trianon de la bourgeoisie parisienne. Dans le cas de la consommation systémique, l'interaccessibilité des lieux est quotidienne, consubstantielle à un mode de vie qui transcende la coupure travail/loisirs. Quel que soit le lieu d'habitat, l'aire de fréquentation est large, car les lieux d'échange effectif sont nombreux et l'appropriation culturelle de la ville fait elle-même partie de la constitution d'un «patrimoine».

Des pratiques spatiales aux processus politiques.

Ces observations débouchent sur quatre types de conséquences en matière de comportement politique.

1/Des choix socio-spatiaux en politique.

Les types spatiaux vont logiquement manifester des conceptions différentes de l'action politique sur la ville. Dans le type «Paris-villages», on se préoccupe davantage des éléments de base (travail, logement, famille, transport) que de la ville prise comme un tout. Dans le type «Paris mon amour», on insiste sur la conservation du patrimoine architectural, mais aussi, dès que celui-ci n'est pas en jeu, sur la liberté de l'individu dans la ville, face à l'État et au collectif, dont on perçoit surtout les effets contraignants (impôts, embouteillages, étalage de la pauvreté, impuissance de l'aisance financière devant les viscosités urbaines). Avec «Paris mode d'emploi», enfin, la culture mais aussi toutes les possibilités d'utiliser la concentration urbaine comme source de productions et de consommations culturelles sont valorisées: les systèmes collectifs d'éducation, de loisirs et de transports sont soutenus parce que jugés socialement plus efficaces et plus propices à la créativité et à la communication interindividuelle. On mesure dès lors comment ces logiques vont pouvoir s'appliquer à la détermination d'une attitude politique. Cela dépendra de la manière dont l'offre politique intègrera ces dimensions, mais dans l'ensemble la gauche se trouve idéologiquement et sociologiquement mieux placée pour prendre en charge la vision culturelle du monde. Depuis 1981, le Parti Socialiste a confirmé cette option en menant une politique d'investissement culturel, c'est-à-dire non directement marchand et systématiquement productif, dans différents domaines. Peu exploitée par Paul Quilès lors de la campagne municipale de 1983, cette thématique, désormais débarrassée de ce qui avait pu être perçu par ces couches sociales comme une mythologie ouvriériste, porte logiquement ses fruits en 1986. Après 1983, la moindre insistance sur le «logement social» et la protection des locataires non solvables (loi Quilliot), problématiques qui ne concernent guère les intellectuels parisiens et peuvent même leur donner l'impression de bloquer encore davantage un marché immobilier auquel ils se sentent en mesure d'accéder sans assistance, et le recentrage du discours gouvernemental sur la qualité de la ville contribuent encore à rassembler ce groupe autour du PS.

2/Des identités politiques locales.

Les types d'identité spatiale touchent préférentiellement les groupes sociaux qui s'y identifient. Pour habiter le Marais ou le Quartier Latin, il faut à la fois le vouloir et le pouvoir —et cela limite les candidatures. Mais comme une certaine diversité se maintient, notamment en raison d'une segmentation résiduelle et d'un manque d'élasticité persistant du marché immobilier, diverses catégories se trouvent en situation d'habiter divers types de quartiers. L'hypothèse du choix spatial permanent suggère que les ouvriers du Quartier Latin ont —statistiquement— davantage intégré la réalité sociale du quartier, donc aussi des usages dominants qui en sont faits que les ouvriers de Champigny. C'est ce que confirme une étude sur les habitants de HLM de Paris et de la banlieue (F. Bedos, B. Mazerat et A. Novatin, 1974). Il ne s'agit pas seulement de la «contagion» du milieu ambiant, mais de son intégration dans ses pratiques et ses stratégies. On comprend alors comment des groupes, minoritaires mais actifs, peuvent contribuer à caractériser un quartier au point d'infléchir ses comportements politiques d'ensemble. Cela se traduira par des coefficients de corrélation élevés entre le choix de l'ensemble des suffrages exprimés et des populations qui n'en représentent que moins du tiers.

3/Des niveaux pertinents de structuration des choix.

Comme le montrent toutes les enquêtes sur les pratiques sociales (cf. par exemple Ministère de la Culture, 1981; Catral, 1985), il apparaît clairement que le fait d'être Parisien plutôt que banlieusard clive profondément les identités des Franciliens. Cela découle du fait — et les sondages le confirment — que le choix de résidence à Paris suppose un système de motivations original, assez nettement différent des modèles dominants en France actuellement. Il en résulte une certaine unité de comportement politique: comme on l'avait noté au début de cette étude, on ne rencontre pas d'isolats marqués à l'intérieur du territoire parisien — ce qui diffère de la période précédente où la dominante «villages» s'imposait dans toute une partie de la commune, notamment dans ses quartiers ouvriers. Cette évolution conduit à relier les nouvelles pratiques de la ville, marquées par une extension numérique des intellectuels ainsi que par une diffusion de leurs *habitus* vers les couches qui les admettent comme horizon légitime, aux «hégémonies glissantes» signalées plus haut: ce sont aussi les espaces fonctionnels qui sont glissants. La carte des «personnalités» sociales et politiques des quartiers ne découpe pas une partition de l'espace, mais un réseau de polarités fait des synthèses ponctuelles de différents types idéaux. Les découpages administratifs et électoraux semblent insuffisants pour créer des niveaux intermédiaires stables: entre l'espace de voisinage-quotidien, différent pour chaque habitant, et le référent parisien, il n'y aurait place, désormais, que pour des sous-ensembles flous.

4/Un regard transversal sur les processus politiques.

Le point de départ du raisonnement étant constitué par des résultats électoraux, on a pu sembler négliger la dimension proprement politique du problème. Or l'approche spatiale permet justement de montrer comment l'association entre l'ordre des choix et celui des enjeux était impérative. En rejetant le fonctionnalisme, qui poserait une harmonie essentielle entre les deux instances, on peut au contraire considérer que les contradictions du système de régulation politique sont lisibles en chacun de ses éléments. A l'échelle de Paris, la victoire massive des listes conduites par Jacques Chirac aux municipales de 1983 correspondait à la fois à un type de rassemblement et à une politique en actes: un regard appuyé en directions des couches sociales les plus conservatrices (une partie du type 2/), un patriotisme parisien flattant le type 3/, un intérêt d'autant plus réel pour le type 4/ qu'il restait économe, l'État assumant l'essentiel de la politique culturelle à Paris. À l'échelle des arrondissements et des quartiers, que l'enjeu de l'élection soit local ou non, les discours et les actes sont marqués par les conditions de la gestion des consensus et des dissensus. L'effet émoussant de la proportionnelle sur les divisions traditionnelles signifie aussi que les conditions étaient remplies pour leur effacement relatif. De même les conseils d'arrondissements n'ont été l'occasion pour aucun parti de développer des dispositifs d'action inédits. On peut donc être tenté d'élargir encore l'hypothèse du choix spatial permanent: ce choix concerne aussi le système politique et signifie que, jusqu'à un certain point, société civile et scène politique se choisissent mutuellement. Cela ne veut pas dire que le recrutement d'habitants par des notables clientélistes soit le cas général, quoique, par des biais divers, il joue un rôle non négligeable. Cela ne veut pas dire non plus qu'au moment de déménager, chaque individu fasse explicitement son choix en fonction de la couleur politique de son nouveau lieu de résidence. Cela signifie que, dans le choix d'une identité spatiale fait par un individu, entre aussi le statut politique que la «société locale» est en mesure de lui offrir, le rapport à la politique qu'il peut espérer rencontrer, tant dans les relations directes avec les élus que dans les pratiques de carte scolaire ou d'aide sociale. Et qu'inversement les fournisseurs d'offre politique ont intérêt à tenir compte de l'attente de leurs mandants. L'arrondissement est ainsi devenu, depuis quel-

ques années, un lieu privilégié pour l'aide municipale aux associations.

Sur cette base, on peut traiter différemment ce qui apparaît d'abord comme une spécificité incontournable de la scène politique. Joseph Klatzmann (1981) montrait ainsi que le vote communiste déclinait plus lentement que la population ouvrière; on est alors conduit à expliquer ce décalage par le maintien d'une tradition politique ou par la résistance des organisations. Cela est sans doute justifié, mais on ne peut se contenter du principe d'«inertie» pour comprendre ce freinage. L'effondrement actuel du PCF ou les fluctuations du rapport gauche/droite, montrent qu'il n'y a pas de limites fixes à la vitesse d'évolution en ce domaine. Si l'espace de la politique montre des découpages forts, c'est qu'il y a du «répondant» dans la société civile pour faire vivre organisations, réseaux et influences. C'est d'autant plus vrai à Paris où la mobilité résidentielle est considérable: les organisations politiques se renouvellent rapidement et la «sélection naturelle» joue donc pour elles à chaque instant. Si, au regard de la relative homogénéité de leurs votes et de la diversité apparente de leurs populations, on réunit les quartiers du 13ème pour en faire une unité politique pertinente, il faut alors montrer pourquoi et comment la ou les société(s) locale(s) peuvent faire fonctionner cet ensemble, même si —par extraordinaire— l'on croit avoir découvert que les habitants de cet arrondissement manifestaient une réceptivité hors du commun à des personnalités-phares telles que Jacques Toubon et Paul Quilès.

L'approche spatiale peut donc pousser à la synthèse du politique, là où se contente trop souvent d'analyser. Ce peut être alors l'occasion de proposer des modèles d'évolution. Dans un proche avenir, on pourra tester la capacité des forces politiques à répondre aux innovations en cours: nouvelles pratiques de la ville, nouvelles typologies des quartiers, nouvelles structurations de l'espace. A l'occasion des prochaines élections régionales, on verra même peut-être, qui sait, chez les dirigeants comme chez les habitants, le début d'un renversement presque copernicien: Paris ne serait plus alors seulement le centre de lui-même et du monde, mais aussi, *horresco referens*, de la région Ile-de-France.

* $\bar{x} = 62,44$ avec $x = (\text{Jospin} + \text{Malberg} + \text{Comte} + \text{Cauquil/Devaquet} + \text{Dominati} + \text{LePen} + \text{Garaud}) \times 100$.

** Il s'agit d'une estimation, les données concernant les ouvriers étrangers étant disponibles par arrondissement, et non par quartier.

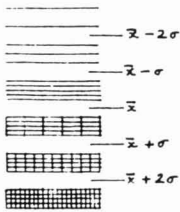
Paris, desembre 1986

Références

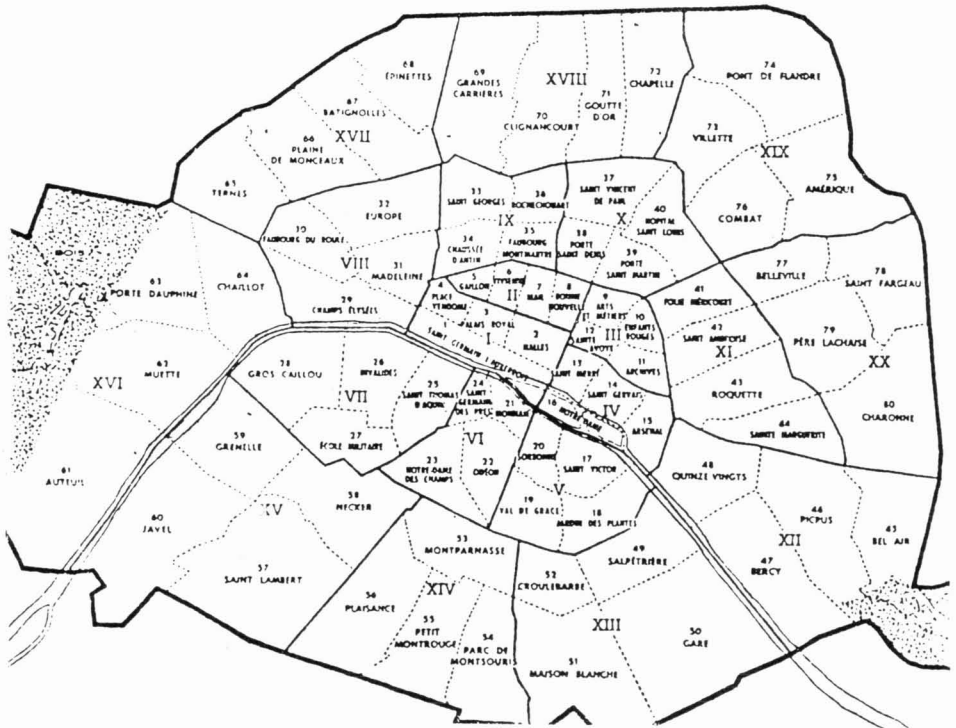
- BEDOS, F.; MAZERAT, B. et NOVATIN, A.: *Pratique et représentation du logement social par ses habitants. Etude en région parisienne*. Paris, RAUC/LFHM, 1974.
- BOURDIEU, P.: *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Ed. de Minuit, 1979.
- CAPDEVIELLE, J. et al.: *France de gauche, vote à droite*. Paris, Presses de la FNSP, 1981.
- CATRAL: *Quel temps pour vivre en Ile-de-France?*. Paris, Cofremca, 1985.
- JOHNSTON, R.J.: *The Geography of English Politics*. London, Croom Helm, 1985.
- KLATZMANN, J.: «Population ouvrière et vote communiste à Paris», *Actes de la recherche en sciences sociales*. 36-37/1981. 1981.
- LE BRAS, H.: *Les trois France*. Paris, Ed. Odile Jacob/Seuil. 1986.
- MICHELAT, G. et SIMON, M.: *Classe, religion et comportement politique*. Paris, Presses de la FNSP/Editions Sociales. 1977.

- MICHELAT, G. et SIMON, M.: «Déterminations socio-économiques, organisations symboliques et comportement électoral», *Revue française de sociologie*. XXVI/1985, pp. 32-69. 1985.
- LÉVY, J.: «Paris, carte d'identité. Espace géographique et sociologie politique» in Coll., *Sans et non-sens de l'espace*. Collectif Français de Géographie Sociale et Urbaine, Paris. 1984.
- LÉVY, J.: «L'espace et le politique: quelles rencontres?» in *Espaces, jeux et enjeux*. Nouvelle Encyclopédie Diderot, Paris, Fayard. 1986.
- Ministère de la Culture: *Pratiques culturelles des Français*. Paris, Dalloz. 1981.
- RANGER, J.; PLATONE, E.; DUPOIRIER, E.: «Les élections à Paris de 1965 à 1977. Structures urbaines et géographies électorales». *Revue française de science politique*. 6/1977, pp. 789-883. 1977.
- RUMLEY, D.: «The Evaluation of Electoral Redistributions: The Case of Western Australia», *Australian Geographical Studies*. 23/1985, pp. 105-114. 1985.
- YSMAL, C.: *Le comportement électoral des Français*. Paris. La Découverte. 1986.

Legende commune aux cinq cartes.



Carte de repérage.



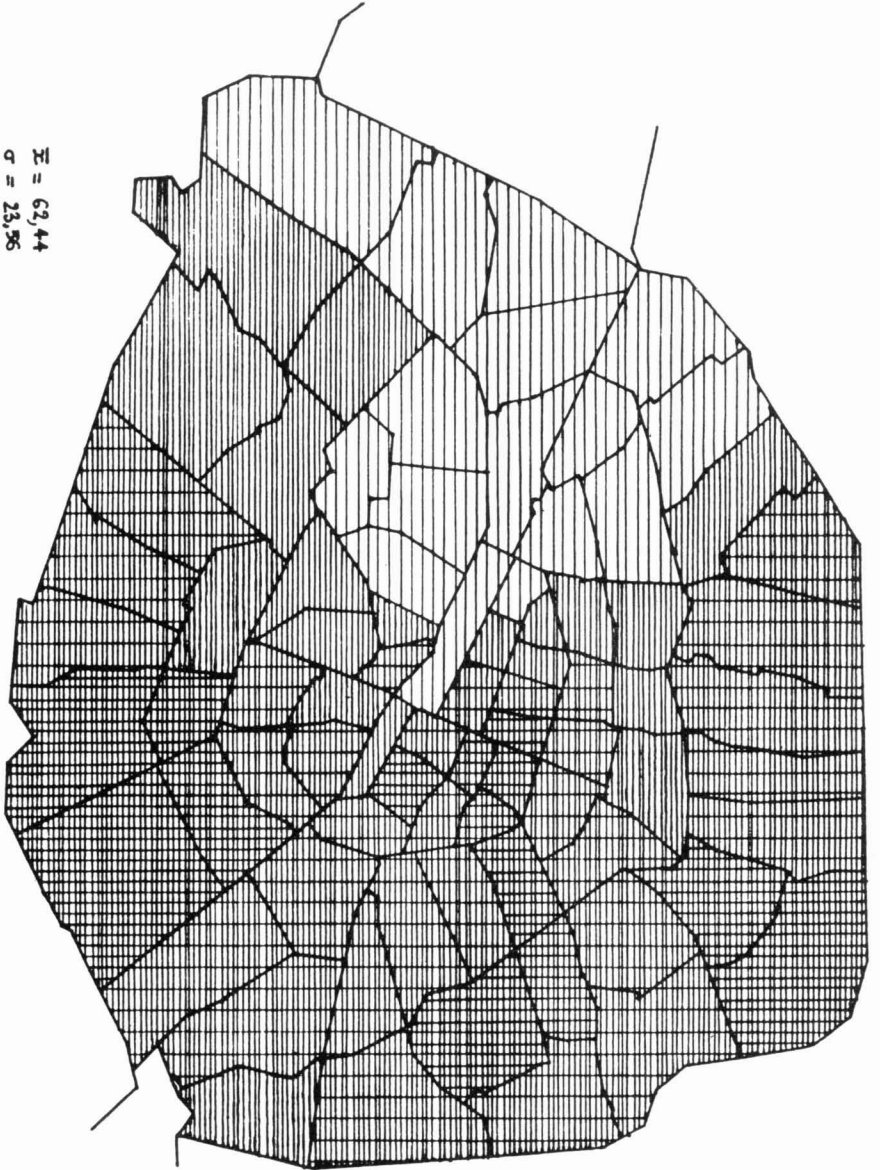
C1

PCP



Σa 4,64
 σ = 2,28

Sufragos exprímés, %.



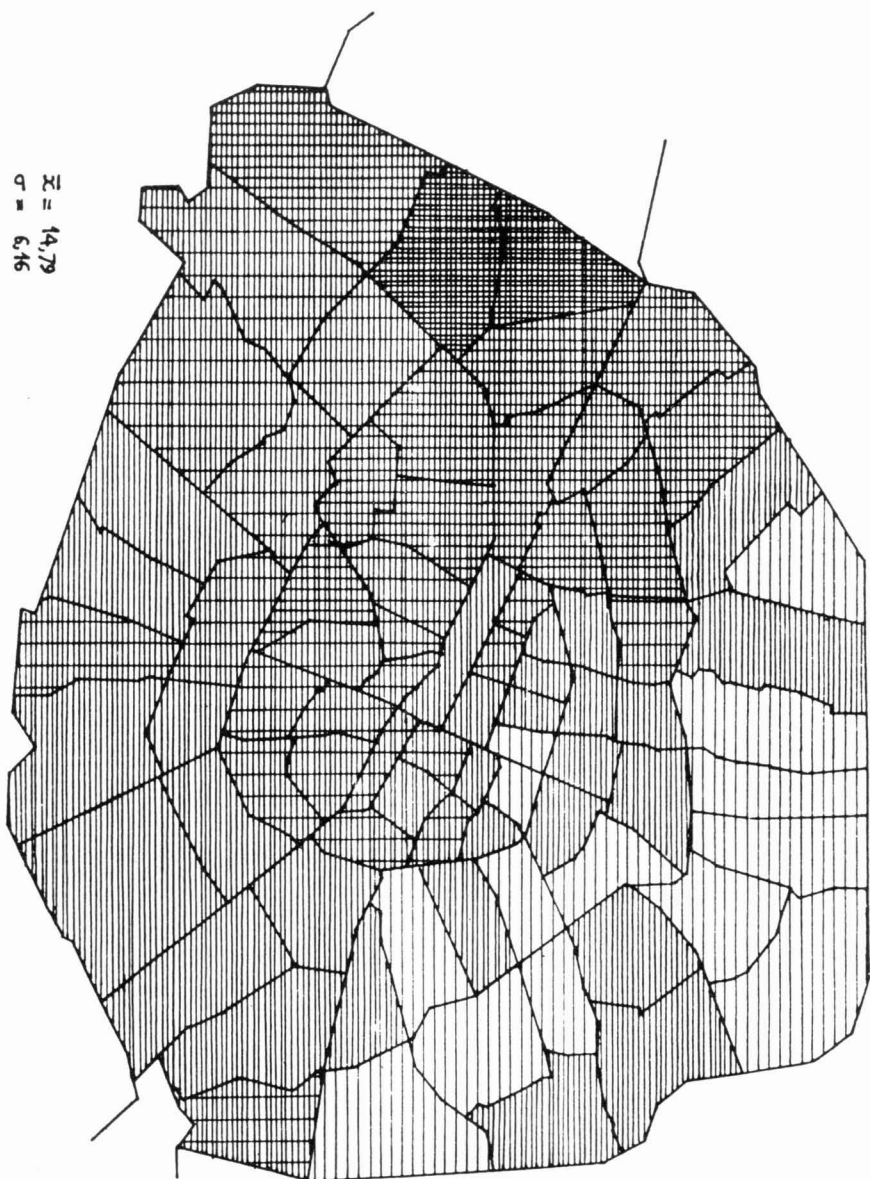
$\bar{\epsilon} = 62,44$
 $\sigma = 23,96$

(G/D) x 100.



$\bar{x} = 16,69$
 $\sigma = 7,36$

Part dans la population active, %.



Part dans la population active, %.



$\bar{x} = 10,29$
 $\sigma = 4,54$

Part dans la population active, %.